



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC METAL

32 rue Paul Sabatier
ZI nord
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : CP/MB/2025/C_117
Code AIOT : 0005401247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement PAPREC METAL implanté 32 rue Paul Sabatier - ZI Nord 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'établissement et de l'action nationale 2025 sur la thématique des "travaux et points chauds".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC METAL
- 32 rue Paul Sabatier - ZI Nord 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401247
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PAPREC METAL de Crissey est spécialisé dans la collecte, le tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux. Il dispose d'un agrément pour la collecte et la dépollution des véhicules hors usage (VHU).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
7	Traçabilité.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
4	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
5	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
6	Maîtrise des sinistres.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les risques liés aux travaux par point chaud était globalement bien pris en compte dans l'établissement. Des pistes d'amélioration ont cependant été identifiées concernant le renforcement de la signalisation des risques et des consignes incendies à certains endroits (auvents et bâtiment de stockage) et la rédaction des permis feu. L'inspection a permis de relever deux non-conformités concernant :

- la signalisation des zones à risque d'incendie,
- la comptabilité des stocks de déchets présents dans l'établissement (fréquence de mise à jour).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.
Constats : Le site comporte deux secteurs. Pour chaque secteur, l'exploitant a présenté un plan (photo aérienne) sur lequel sont repérées les zones à risque par une lettre à laquelle est associé le/les pictogrammes des dangers correspondant au risque (classes de dangers du règlement CLP). Y figurent notamment les zones à risque d'incendie et d'explosion. Lors de la visite du site (contrôle statistique), il a été constaté que le risque incendie n'était pas signalé à l'entrée du bâtiment principal et des bâtiments ouverts comportant des zones à risques d'incendie. La prescription n'est pas totalement respectée sur ce point. L'inspection note que les zones de stockage des ferrailles et platinage ne sont pas identifiées comme des zones à risque d'incendie alors qu'un incendie s'y est déclenché en juin 2025. L'exploitant est invité à ré-évaluer les risques présentés sur les zones de stockage des ferrailles et platinage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant indiquera la nature du risque à l'entrée des zones à risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant est invité à ré-évaluer les risques présentés sur les zones de stockage des ferrailles et platinage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.

Constats :

L'interdiction de fumer sur le site est affichée à l'entrée de l'établissement.

Le personnel dispose de deux emplacements « fumeurs ».

Les consignes de sécurité figurent dans les livrets d'accueil sécurité remis au personnel.

Elles rappellent un certains nombres de règles dont les règles d'or incendie qui mentionnent l'interdiction de fumer et d'allumer un feu dans l'enceinte du site.

Le livret d'accueil sécurité des mécaniciens, chaudronniers et agents de maintenance comporte en outre des consignes liées au travail par points chauds. Elles prévoient la demande d'un permis feu à durée adaptée.

Il a pu être constaté que ces règles et/ou l'interdiction de fumer étaient affichées à l'intérieur de certains locaux mais pas systématiquement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de renforcer l'affichage de l'interdiction de fumer et des consignes de travaux par point chaud à l'entrée et à l'intérieur des zones à risques d'incendie qu'il a identifiées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi

que la définition de leurs conditions d'entretien ;
[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'exploitant a établi une consigne sécurité incendie « Travail par point chaud » qui liste les mesures et précautions générales à prendre avant, pendant et après l'intervention (inspection de la zone avant de quitter les lieux, ronde 2 heures après l'intervention avec une caméra thermique...).

Elle prévoit le remplissage et l'affichage d'un permis feu sur la zone de travail. Il est précisé que le permis doit être refait pour chaque jour supplémentaire d'intervention.

Plusieurs permis feu ont pu être consultés lors de l'inspection. Ils concernaient des travaux de soudure réalisés par des entreprises extérieures et/ou par du personnel PAPREC.

Y sont indiqués les moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition et fonctionnels et les mesures de sécurité à prendre dans un rayon de 15 mètres. Pour les entreprises extérieures, l'établissement d'un plan de prévention est mentionné.

L'heure de fin de travaux et de la ronde après 2 heures figurent au verso ainsi que la température relevée par caméra thermique.

L'examen de ces documents appelle les remarques suivantes :

- 2 permis indiquent que la détection incendie a été remise en service après les travaux alors qu'il est indiqué par ailleurs qu'elle n'a pas été mise hors service,
- le permis feu est établi pour une semaine lorsque les travaux sont réalisés par du personnel PAPREC alors que le permis mentionne qu'il est valable 1 jour. Ainsi, le permis feu établi pour une intervention réalisée la veille de l'inspection ne précisait pas si la ronde après 2 heures avait été réalisée.

L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point mais invite l'exploitant à :

- clarifier les modalités d'établissement du permis feu pour son personnel (mise en cohérence des documents avec les pratiques, traçabilité de l'inspection et de la ronde après la journée de travail),
- veiller à la cohérence des informations renseignées (détection incendie...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention

Prescription contrôlée :

Article R4512-8 du Code du travail

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Constats :

Un plan de prévention est établi entre l'exploitant et une entreprise extérieure en charge de réaliser une prestation sur le site (modèle groupe PAPREC, version 9 du 21/12/2023).

Il comporte notamment :

- la description et la localisation des travaux,
- la date de la visite avant le début des travaux,
- une analyse des risques de l'intervention mentionnant, pour les risques retenus (cases à cocher), les mesures et les moyens de prévention à mettre en œuvre, notamment la nécessité ou pas d'un permis feu, la vérification des visites périodiques des engins et matériel,
- la possibilité pour l'entreprise extérieure de proposer sa propre analyse des risques,
- les EPI à prévoir (il est indiqué que PAPREC ne fournit pas d'EPI),
- des instructions spécifiques données aux entreprises extérieures (listes des instructions et consignes, notamment conduite à tenir en cas d'incendie (mode d'évacuation)).

En annexe figurent, le plan de circulation interne, les instructions sur la conduite à tenir en cas d'accident, la liste des équipiers de première intervention et des sauveteurs secourismes du travail, les coordonnées téléphoniques des personnes à contacter.

Le plan de prévention examiné concernait des travaux de soudage avec permis feu. Il était correctement rempli.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de défense contre l'incendie (PDI).

En page 1, le PDI donne la liste des pièces devant figurer dans le PDI selon l'arrêté du 22 décembre 2023 en mentionnant qu'elles figurent (« pièces jointes ») dans le document, comme s'il s'agissait d'un sommaire.

Or, l'organisation du PDI est différente. Notamment, le chapitre 1 du PDI intitulé « Organisation de la première intervention et de l'évacuation » semble regrouper « les schémas d'alarme et d'alerte, l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées et les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ».

L'exploitant est libre de la forme donnée au PDI dans la mesure où il comporte les informations attendues. Cependant, le document gagnerait en clarté s'il précisait dans quel chapitre trouver les informations requises.

Par ailleurs, Son examen appelle les remarques suivantes :

- les documents/informations suivantes sont manquantes ou *imprécises*:
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre,
 - *les modalités de manœuvre des ouvrages permettant le confinement du site en cas de sinistre* : les consignes de confinement pourraient être jointes
 - l'attestation de conformité de l'installation d'extinction automatique,
 - *les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours (la liste des produits chimiques avec mention des risques associés y figure),*
- le diagramme représentant l'organisation de la première intervention mentionne les actions à réaliser par le « responsable opération de secours » et le/les « responsable par bâtiment/zone » en cas de sinistre. Cependant, le document ne précise pas qui sont ces intervenants ni comment ils sont désignés.

L'exploitant a indiqué qu'il avait rendez-vous avec le SDIS fin mai 2025 pour présenter le PDI et convenir des modalités d'accès du SDIS en dehors des heures ouvrées.

En conclusion, l'inspection considère que le document présenté, sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessus et de celles du SDIS, répond à la prescription. Le PDI actualisé sera adressé à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PDI actualisé sera adressé à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Maîtrise des sinistres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.

Constats :

L'exploitant organise régulièrement des exercices qui font l'objet d'un compte-rendu.

Les comptes-rendus des exercices suivants ont pu être consultés :

- 4 sessions en mars 2024 (règles d'or incendie+manipulation extincteurs),
- 10 et 11/03/2025 : simulation incendie, manipulation du matériel d'extinction,
- 23/05/2024 simulation incendie, utilisation des nouveaux RIA à air,
- 30/09/2024 : simulation d'un incendie vers la zone chalumage, manipulation de la vanne de confinement du bassin,
- 27/11/2024 : utilisation de la berce à eau.

Les feuilles d'émargement sont annexées aux comptes-rendus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'état des stocks de déchets était actualisé mensuellement. Il a précisé qu'il était en mesure de disposer de données hebdomadaires si besoin. Cependant, cette information n'a pas été accessible lors de l'inspection. L'inspection relève une non-conformité sur ce point.

Les batteries constituent une part notable des déchets dangereux présents sur le site. Elles sont stockées dans deux bennes couvertes de 12 m3 chacune, toute deux localisées au nord du site en face de l'atelier mécanique.

L'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un état des stocks mis à jour quotidiennement. Il est en mesure de fournir la quantité maximale présente, qu'il estime de 24 tonnes, en se basant sur la capacité de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place un état des stocks hebdomadaire par différence à partir des bons pesés établis. Cet état des stocks sera vérifié mensuellement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois